

## EXPORTATIONS

# Le délai de rapatriement des recettes sera prolongé à une année

**Le secrétaire général de l'Agence nationale de promotion des exportations (Algex), Hocine Boubtina, a confirmé hier que le délai de rapatriement des recettes issues des exportations hors hydrocarbures sera, officiellement, allongé de 180 jours à 365 jours.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - Cette mesure a longtemps fait l'objet d'un bras de fer entre les pouvoirs publics et les exportateurs. Elle a toujours été l'une des revendications majeures de ces derniers. Et aujourd'hui, il semble que le gouvernement répond enfin positivement à cette requête.

En effet, la cellule de réflexion installée auprès du Premier ministre, dernièrement, a traité des perspectives de rallongement de ce délai, qui ont été aussi présentées à la Banque d'Algérie. La déclaration du SG de l'Algex, hier à la radio, fait état de l'aboutissement de cette étude. Le compromis étant le prolongement du délai de rapatriement des recettes issues des exportations à une année, au plus grand bonheur des exportateurs.

Pour les opérateurs, cette mesure facilitera leur acte d'exportation et leur confiera une plus grande marge de manœuvres pour le rapatriement. Surtout qu'avec les risques pays et les problèmes de conjonctures économiques, ce délai constitue réellement un avantage concurrentiel. Evidemment, l'ancien délai appliqué étant de 180 jours défavorisait fortement les exportateurs algériens en leur imposant, à eux, une pression supplémentaire et à leurs clients potentiels des conditionnalités additionnelles. Sachant que les autres pays n'exigeaient pas un délai aussi réduit, permettant ainsi à leurs exportateurs d'être plus compétitifs sur le marché international.

Cette nouvelle survient à un moment opportun puisqu'on assiste, ces jours-ci, à l'organisation de deux grandes manifestations économiques-commerciales à la Safex d'Alger (Société algérienne des foires et exportations) : la 49<sup>e</sup> édition de la Foire internationale d'Alger et la 5<sup>e</sup> édition de Djazaïr export. Cette dernière réunit plus de «80 hommes d'affaires issus de dix pays de l'Afrique centrale», a précisé le SG de l'Algex H. Boubtina. Il a confirmé que, «contrairement aux idées reçues, les produits algériens sont très offensifs sur les marchés africains

par le biais des foires et expositions qui s'y organisent régulièrement». Pourtant, leur présence peut être encore plus importante et concerner beaucoup plus de produits si une plateforme logistique était mise à leur disposition et que les contraintes bureaucratiques laissaient le temps aux exportateurs de s'en occuper.

Cela dit, H. Boubtina a assuré l'installation d'une cellule de suivi chargée d'aplanir les entraves, «d'ordre bureaucratique», rencontrées, jusqu'alors, par les exportateurs dans les ports et aéroports mais aussi face aux services douaniers et banquiers. En rappelant le recensement de plus de 500 exportateurs nationaux potentiels ainsi que les marchés que certaines entreprises publiques et pri-

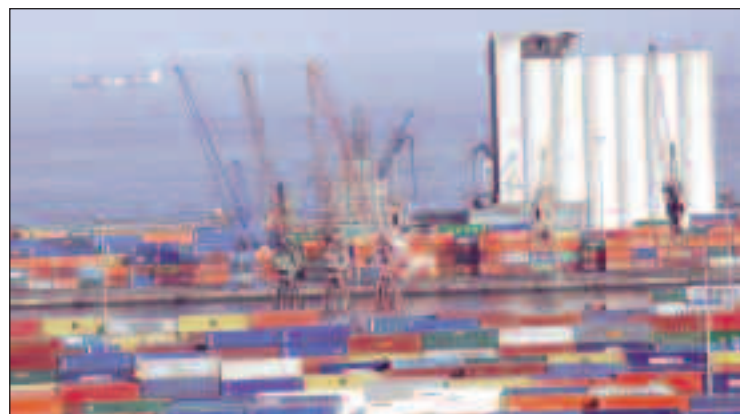


Photo : Samir Sid

**Une plus grande marge de manœuvre pour les opérateurs.**

vées ont pu prospecter et investir. Des chiffres qui peuvent se multiplier par une réglementation plus souple.

En effet, le règlement des difficultés dénombrées va certaine-

ment fluidifier les exportations et inciter davantage les opérateurs locaux à partir à la quête de marchés étrangers, notamment africains.

**N. B.**

## EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

## La filière africaine explorée

**Y a-t-il un avenir certain pour un véritable partenariat arabo-africain dans le domaine économique et commercial ? C'est à cette question que des participants à la conférence sur le partenariat arabo-africain ont tenté de répondre hier. La conférence, qui se tient en marge de la Foire internationale d'Alger, a passé en revue «le dispositif de financement des exportations de produits arabes vers les pays de l'Afrique subsaharienne.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La rencontre, organisée par Algex en partenariat avec la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, vise selon ses initiateurs «à contribuer au développement de la coopération économique, financière et technique arabo-africaine». Lors de cette rencontre,

hommes d'affaires algériens et africains ont échangé des points de vue sur les possibilités de partenariat. Au total, des représentants d'une dizaine de pays africains dont le Sénégal, le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Mali ont pris part à cette rencontre. Une rencontre dont l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) a voulu en faire une opportunité pour le «développement et l'exportation algérienne hors hydrocarbures».

«Lors de cette rencontre, Algex contribue à la promotion des produits algériens à travers l'accompagnement des entreprises algériennes dans les foires et salons internationaux dont africains. Elle propose aussi aux entreprises des mises en relations d'affaires et des contacts avec les importateurs étrangers pour développer leurs relations commerciales et trouver des débouchés pour leurs produits sur les marchés étrangers d'une manière générale, et africains d'une manière particulière», dit-on.

Selon plusieurs intervenants, «l'Algérie a d'excellentes relations diplomatiques et politiques avec les pays africains, mais en économie, ces relations n'ont pas été capitalisées. La rencontre d'aujourd'hui, qui regroupe des représentants de dix pays africains avec leurs homologues algériens, a pour but de hisser nos relations économiques et retisser des partenariats importants».

Cela dit, à l'issue de cette rencontre, plusieurs contrats entre entreprises algériennes et africaines seront signés et seront accompagnés dans le cadre d'un financement assuré par la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (Badea). «L'objectif recherché est de faciliter les échanges de paiement entre importateurs et exportateurs vers le marché africain, notamment en ce qui concerne le rapatriement ou l'expédition de l'argent qui constitue un blocage pour les exportateurs algériens», a expliqué Chetti, le patron d'Algex.

**A. B.**

## L'EXPERT MOULOUD HEDIR SUR LE STATUT DE NON-MEMBRE DE L'OMC DE L'ALGÉRIE :

## «Un obstacle sérieux à toute politique d'intégration économique au Maghreb et en Afrique»

**La diversification de l'économie algérienne ne se fera pas en dehors d'une «révision profonde» de son mode d'insertion à l'économie mondiale, a estimé l'expert Mouloud Hedir, invité hier des Matinales du Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), organisées en collaboration avec l'Union européenne.**

**Younes Djama - Alger (Le Soir)** - «Les problèmes d'organisation de l'économie algérienne sont une part de la relation au monde. La politique économique extérieure a besoin de stabilité et de cohérence. Surtout, nous avons besoin d'un changement de paradigme dans notre approche des relations avec l'économie mondiale», a expliqué l'invité du Care qui appelle à en finir avec le concept infantile du «prix du baril qui équilibre notre budget et nos comptes extérieurs». Selon lui, ce ne sont pas les performances à l'exportation du secteur pétrolier et gazier qui doivent inquiéter, mais celles de tous les autres secteurs de l'économie.

«Les insuffisances de notre

commerce extérieur sont d'abord des insuffisances de l'organisation interne de notre économie», relève-t-il à juste titre, tout en soulignant que dans une économie ouverte, ce ne sont pas seulement les entreprises qui doivent être performantes et soutenir la concurrence face à l'extérieur, mais également le système de régulation dans son ensemble. Quatre exemples illustrent bien ce constat. En premier lieu, la performance des secteurs de services (banques, transports, communication, etc.). Les surcoûts de la chaîne des transports (maritime et logistique portuaire) impactent directement la performance des entreprises face à leurs concurrents étrangers. En second



**Mouloud Hedir, expert.**

lieu, Mouloud Hedir cite le régime actuel des prix, qui privilégie les subventions au consommateur sur les subventions au producteur et s'apparente à tout point de vue à une prime à l'importation «qui annihile tous les efforts de développement de la production agricole nationale».

En outre, il y a également le régime des IDE qui, selon Hedir,

est un élément essentiel de concurrence face aux marchés mondiaux : pour tous les biens dont le commerce est libre, les restrictions aux IDE s'analysent comme des primes à l'importation. Aussi, la régulation des échanges extérieurs pose la question de savoir pourquoi le système de défense commerciale n'est pas déployé sur le terrain et les régle-

mentations pertinentes non appliquées. Comme la réglementation antidumping (cas des importations de Chine), réglementation anti-subsidationnement (importations de l'UE), réglementation sur les sauvegardes, protection de la balance des paiements, etc.

«Pour être stabilisé et performant, le régime des échanges extérieurs et de l'investissement doit être négocié avec l'ensemble des partenaires. La diversification économique est inséparable d'une conduite à bonne fin des négociations d'accession de l'Algérie à l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Les accords de l'OMC sont le langage négocié et consensuel du commerce mondial», observe Mouloud Hedir qui relève que le statut de non-membre de l'OMC de l'Algérie «est un obstacle sérieux à toute politique d'intégration économique au Maghreb et en Afrique».

**Y. D.**